
LE POINT DU JOUR,

O U

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.

N^o. CCXXIII.

Du Mercredi 24 Février 1790.

Suite des débats sur la loi concernant la tranquillité publique.

ON agit depuis trois jours une grande question dans l'assemblée nationale, & l'opinion ne paroît pas encore formée sur les moyens légitimes à employer pour appaiser les troubles qui affligent quelques provinces. Le royaliste ne voit que les troupes pour mettre un terme à ce qu'il appelle un esprit d'insurrection & de brigandage. L'homme libre n'apperoit dans ces mouvemens que l'effet inévitable des anciennes tyrannies fiscales & féodales. Mais le citoyen éclairé ne voit qu'un peuple égaré par de fausses interprétations, trompé par des insinuations perfides, & porté à tous les excès par des hommes pervers qui abusent de sa crédulité & de son ignorance. Faut-il dans de pareilles circonstances écraser les habitans des campagnes, punir l'erreur comme le crime, exposer la liberté naissante, rappeler l'ancien pouvoir si effrayant, même quand il n'est plus, & lui donner une existence légale quand il n'existe encore aucun pouvoir constitutionnel, quand les élections administratives vont être faites, & que les ennemis de la révolution nourrissent encore de coupables espérances? Telles sont les questions sur lesquelles plusieurs orateurs ont été entendus.

« On assure que les troubles s'apaisent, a dit M. Pétion de Villeneuve, & ils doivent cesser en effet à mesure que la cause des erreurs disparaîtra. Les loix qu'on vous

Tome VII.

H

propose les exciteroient au lieu de les calmer. Quand le peuple verra des troupes venir contre lui, il croira qu'on veut encore l'opprimer. Pour appuyer les projets qu'on vous a présentés, on vous a parlé d'un bill qui, en Angleterre, n'a lieu que dans les cas les plus affreux; mais avec une pareille loi vous risqueriez de faire périr une constitution naissante; car le bill de *Mutiny* existe dans une constitution établie depuis un siècle. Comment confieriez-vous une puissance si étendue aux agens du pouvoir exécutif? »

M. Péthion a discuté ensuite les articles présentés par M. Malouet, pour servir de supplément au projet du comité.

» Ne nous abusons pas, a-t-il dit, sur la responsabilité, en parlant de l'article IV; ce n'est pas là un garant des empires sans doute, c'est un article constitutionnel; mais ne croyez pas être bien en sûreté avec une telle responsabilité. Dans un pays voisin, combien peu de ministres coupables ont été punis! ils s'excusent presque toujours sur les raisons d'état.

Quant à l'article V, comment peut-on proposer à l'assemblée de violer toutes les formes légales, & de prendre ensuite l'absolution du pouvoir législatif?

L'article VI est aussi contraire aux principes. Comment l'officier militaire peut-il remplacer le pouvoir civil, puisque ce pouvoir doit toujours être soumis & subordonné à ce dernier? »

Le projet du comité n'a pas plus évité la juste censure de M. Péthion, soit sur la responsabilité, soit sur les dispositions vagues des articles concernant les officiers municipaux; il a attaqué l'article III comme inutile & immoral, & les articles V & VI comme n'ayant absolument aucun objet; il pensoit qu'il falloit organiser promptement, travailler aux loix sur la féodalité, & ajourner les différens projets.

» La question est simple, a dit M. de Mirabeau. Sur quelques faits mal discutés, mal éclaircis; ou soupçonnoit que l'ancienne municipalité de Beziers n'avoit pas rempli

tous ses devoirs; & sans doute une municipalité qui ne fait pas ses fonctions dans une émeute aussi grave, méritoit une punition: au lieu de s'occuper de ce simple objet, on vous a fait les propositions les plus étranges. La dictature dans un pays composé de 24 millions d'hommes! La dictature à un seul; la dictature, quand la volonté générale a des organes! Lisez donc ces lignes affreuses, dans les lettres de Joseph II, à d'Alton: » *Il ne faut pas compter quelques gouttes de sang de plus ou de moins, quand il s'agit d'appaîser des troubles*; » voilà le code des dictateurs: elle seroit d'ailleurs aussi dangereuse pour le roi que pour les peuples, car la dictature passe les forces d'un seul homme, quels que soient son caractère & son génie.

» On vous a proposé d'asseoir le pouvoir exécutif sur ses véritables bases. On attribue les troubles à l'oubli d'achever le pouvoir exécutif, comme si le travail de l'organisation sociale ne tendoît pas à l'organisation de ce pouvoir! Les partisans de cette théorie seront réduits par ce dilemme: Ou les principes déjà posés blessent le pouvoir exécutif, ou il doit y en avoir de particuliers pour son organisation. Enoncez le travail qui manque; si c'est le pouvoir militaire, laissez-nous l'achever; il en est de même du pouvoir judiciaire. Le pouvoir exécutif n'aura tous ses agens, tous ses instrumens, tous ses moyens, que quand la constitution sera faite.

» Après cette réponse, il ne s'agit plus que de fixer la responsabilité des municipalités; de faire un supplément pour le cas de brigandage, & de déterminer le mode de la proclamation de la loi martiale, au lieu de se perdre dans les objections du pouvoir exécutif, ou dans la proposition d'une dictature. »

M. de Mirabeau a lu ensuite un projet de loi en dix articles, qu'il a successivement développés.

M. le duc d'Aiguillon a observé après lui, qu'on ne devoit porter qu'une loi provisoire. « Le peuple n'est pas en insurrection, a-t-il dit; les brigands & les ennemis

au bien public sont les seuls qui causent des troubles ; il y a de faux ordres & de faux décrets répandus dans le royaume , & le peuple trompé croit agir d'après votre volonté. Les excès sont grands ; il y a des violences coupables , mais n'adoptons point pour cela des projets de loi qui puissent porter atteinte à la liberté , entr'autres celui de M. Malouet. Quand je croirois perdre toutes mes propriétés , je répéteroie encore qu'on ne doit pas attenter aux droits du peuple ; il vaut mieux l'instruire du respect qu'il doit aux propriétés , quels sont les droits féodaux qui sont abolis , & la paix renaitra. Je conclus à ce que la loi actuelle soit ajournée jusqu'après le décret sur les droits féodaux. »

M. de la Fayette n'a demandé la parole que pour observer que rien ne devoit interrompre le travail pressant de la constitution ; c'est le vœu journalier du peuple & son plus grand intérêt. Il pensoit que le meilleur moyen étoit de discuter incessamment la loi proposée , de discuter le rapport du comité féodal , & de suivre un objet jusqu'à ce qu'il fût terminé.

Depuis 1688 , a dit M. de Casalès , la loi *habeas corpus* a été suspendue neuf fois ; & le pouvoir absolu donné au pouvoir exécutif , a été conféré pour l'insurrection du prétendant. . . . Nous sommes aujourd'hui dans le cas de craindre une insurrection. Le désintéressement de M. le duc d'Aiguillon est beau , mais le véritable est d'être touché des pertes de ses concitoyens. Les excès actuels sont l'effet des divisions semées parmi les habitans du royaume ; j'ai cru qu'il falloit , pour les réprimer , un moyen particulier adapté aux circonstances , & je n'ai point voulu faire une dictature avec un code de sang ; qu'ils me disent donc , ces prétendus apôtres de la liberté , non par des phrases , mais par des faits , quels dangers ils trouvent à suivre les moyens que les Anglois ont conciliés avec la liberté ; quel danger ils trouvent de confier à un roi vertueux , entouré de son peuple , un pouvoir momentané , un pouvoir que l'assem-

blée nationale peut arrêter & suspendre quand elle voudra; quant aux ministres, que peuvent-ils contre une assemblée toujours existante, contre l'opinion publique, qui a brisé leur despotisme ? Je ne crois pas qu'il y ait un seul Français qui ne soit le partisan sincère de la liberté publique, & qui voulût revenir sous le despotisme que vous avez détruit; ce n'est que du sein de l'anarchie que ce vil sentiment pourroit naître, & que le despotisme pourroit lever sa tête hideuse. Assurer l'ordre, c'est assurer la liberté : le désordre est à son comble, & la loi martiale est insuffisante.

..... Quelques murmures ont arrêté l'orateur, qui a repris pour proposer le décret suivant :

« Que roi sera supplié de prendre les mesures les plus promptes & les plus sûres pour rétablir l'ordre dans le royaume ; sera autorisée sa majesté à faire toutes proclamations nécessaires à cet effet; la loi qui défend à la puissance armée de n'agir que sur la réquisition des municipalités, sera suspendue pour le temps que dureront les troubles, & qui sera déterminé par l'assemblée. »

M. Desprémenil alloit encore prendre la parole, lorsque plusieurs membres ont demandé l'ajournement de la discussion. M. Desprémenil a gardé le silence, mais M. l'abbé Mauri est parvenu, malgré le tumulte, à faire entendre ces paroles :

« Vous avez décrété que le pouvoir exécutif suprême, résidoit & non pas résideroit dans les mains du roi. Vous allez le donner aux municipalités, vous allez détrôner le roi.... « Malgré le tumulte au milieu duquel cet étrange discours étoit prononcé, plusieurs membres ont crié à l'ordre, & la discussion sur l'ajournement a commencé dans la forme que nous avons rapportée dans le précédent No.

Séance d'hier.

Après la lecture du procès-verbal, sur le rapport de M. Cristin, membre du comité des domaines, l'assemblée a rendu le décret suivant.]

» L'assemblée nationale après avoir lu les réclamations qui lui ont été adressées par plusieurs communautés de Franche-Comté, a décrété & décrète :

ARTICLE PREMIER.

Elle distrair dès-à-présent de l'affectation & de la destination aux salines de Salins & de Montmorot, tous les bois, soit en taillis, soit en futaie, appartenans aux communautés situées dans les trois lieues formant l'ancien arrondissement de ces salines.

ART. II.

Ordonne néanmoins que la délivrance des coupes de l'année 1790, sera exploitée, comme à l'ordinaire, dans les bois desdites communautés, pour le service desdites salines de 1791, & que cette délivrance sera payée à raison de six livres la corde.

ART. III.

Surseoit de statuer sur la conservation ou la suppression de la saline de Montmorot, jusqu'à ce que l'assemblée du département ait manifesté & motivé son vœu à cet égard.

Le présent décret sera incessamment présenté à la sanction du roi.

On a repris ensuite l'ordre du jour, qui étoit consacré à la délibération des différens projets de loi concernant la tranquillité publique.

Au quel de ces projets devoit-on accorder la priorité ? On devoit choisir entre ceux proposés par le comité de constitution, par MM. Malouet, Bouffon, Cafaës & de Mirabeau. La discussion étant ouverte sur la priorité, M. Desmenniers a prouvé qu'elle devoit être accordée au projet du comité. Il a prouvé sur-tout combien il importoit d'y parler de la perception des impôts, & d'avertir les peuples, que les impôts indirects étant très-onéreux, on alloit s'occuper des moyens de les supprimer. M. l'abbé Gouttes demandoit que l'on nommât les différens impôts dans la loi projetée, afin que les peuples connussent bien ce qu'ils devoient payer.

M. Muguët de Nantou, après avoir démontré la supériorité du projet de M. Bouffion, en a demandé une seconde lecture, & l'assemblée a demandé ensuite la priorité pour ce projet; mais M. d'Harembure a retardé cette délibération en lisant un projet plus analogue aux finances qu'aux troubles du royaume. Après quelques contestations assez vives, pour savoir si l'on continueroit la discussion sur la priorité, on a décidé qu'on les mettroit successivement aux voix. On a lu les différens projets, & la priorité a été demandée pour quatre d'entre eux.

Elle a été d'abord refusée à celui du comité de constitution.

Celui de M. Malouët n'a pas eu plus de succès.

Le projet de M. de Mirabeau n'a pu résister à la même épreuve.

On en réclamoit dans une certaine partie de la salle une nouvelle. Que ceux qui ont du doute sur la majorité se levent, a dit le président, & le refus de la priorité a été confirmé. Enfin on a mis aux voix la priorité demandée pour le projet du député de l'Agenois. Une première épreuve n'a pas satisfait quelques incrédules. On en a demandé une seconde, après avoir relu le projet donné par le député d'Agenois.

M. de Casalès proposoit la question préalable sur le projet, mais la priorité a été mise aux voix & accordée. M. de Casalès a repris ensuite la parole; il a rapporté un événement arrivé dans ce temps de troubles, mais qui est si horrible que la plume se refuse de le transcrire; il a proposé pour amendement que le roi seroit supplié de prendre les mesures les plus promptes pour faire cesser les troubles.

M. de Montlaussier en a proposé un autre relatif à la régénération du pouvoir exécutif, sans lequel il n'est pas possible de faire exécuter les loix.

» J'ai fait, a-t-il dit, le serment de maintenir la constitution de tout mon pouvoir. J'ouvre vos décrets, & j'y lis celui qui donne au roi le pouvoir exécutif suprême.

» Je dois donc , d'après mon serment , soutenir le pouvoir exécutif qui est établi par la constitution.

» Or , d'après le projet qui a été adopté , ce sont les municipalités qui font tout ; & la puissance royale sera oisive,

» La confusion naîtra de cette paralysie politique , & les municipalités se serviront de leur pouvoir pour leurs querelles particulières.

» Ne pourroit-on pas s'accoutumer enfin à n'avoir pas de roi ? On a crié à l'ordre ; M. de Montlausier a continué avec beaucoup de chaleur , & il a terminé ainsi : « Si vous ne sentez pas le besoin de l'action royale dans un temps de crise , que sera-ce dans un temps de calme ? »

M. Desmeuniers a réfuté ensuite M. Montlausier par deux décrets , qui portent que les administrations de district & de département sont subordonnées au roi , comme chef suprême de l'administration générale. Il a cité l'article II de la section 3 , qui charge le roi de veiller à la conservation des propriétés , & à la tranquillité publique.

« Comment veut-on , a-t-il dit , que vous abandonniez vos travaux importans sur le pouvoir judiciaire , sur les milices nationales , & sur les finances qui sont très-urgentes ?

» Est-il donc si nécessaire de répéter sans cesse des motions sur le pouvoir exécutif ? Certes , messieurs , nous serions des insensés si nous ne faisons le complément ; mais pourquoi ces motions répétées depuis six semaines , tantôt pour embarrasser nos travaux , tantôt pour nous égarer de la route que nous devons suivre ? »

M. de Toussin a fait d'abord sa profession de foi politique : » je regarde , disoit-il , la constitution comme un moyen de parvenir au bonheur de la France & de son roi. Mais je crois que pour l'établir sur une base solide , il faut donner au monarque toute la force du pouvoir exécutif , conforme à la constitution , mais non pas illimité , de manière que les troupes ne pourront marcher que sur la volonté des municipalités , ou sur un ordre du roi.

C'est ainsi que sous couleur d'amendement , certains opinans revenoient sans cesse à la discussion qui étoit déjà fermée.

M. de Mirabeau a repoussé tous les amendemens.

« Je demande , a-t-il dit , si l'assemblée a révoqué aucune proclamation du roi. Je demande si nous pouvons investir un seul homme du droit d'agir dans ces temps de crise. Croit-on que nous soyons au temps des Hercules & des Thésées , où un seul homme domptoit les nations & les monstres ? Lorsque nous avons décrété les articles constitutionnels , avons-nous pu croire que nous remettrions jamais l'autorité dans une seule main ? n'aurions-nous pas fait le sublimé du despotisme ?

» Que sont les officiers municipaux , si ce n'est les agens principaux du pouvoir exécutif , & des corps intermédiaires entre le pouvoir exécutif & le peuple ?

» On dit que nous avons soutenu que ce n'étoit pas le temps de ranimer le pouvoir exécutif. Nul de nous n'a soutenu ce système ; j'ai dit que le pouvoir exécutif étoit le dernier & unique résultat de l'organisation sociale ; j'ai dit que nous ne faisons rien qui ne fût pour le pouvoir exécutif.

» Voici mon raisonnement.

» Il faut citer un de nos décrets qui blesse le pouvoir exécutif , ce sera un grand service à rendre à l'assemblée.

» Si l'en nous oppose seulement qu'il manque quelque chose au pouvoir exécutif , je dirai : est-ce le pouvoir militaire qui lui manque ? laissez-nous donc le finir ; il en est de même du pouvoir judiciaire.

« Vous avez entendu le roi reconnoître lui-même , & vous dire :

» *En achevant votre ouvrage , vous vous occuperez sans doute de l'affermissement du pouvoir exécutif , c'est-à-dire , de tous les moyens d'exécution qui peuvent affermir votre constitution.*

» Que le mot de pouvoir exécutif ne soit donc plus le

cri de ralliement des mécontents ; qu'il cesse d'être le signe des défiances & des craintes.

» Mais vouloir que les rouages jouent avant d'être engrainés, vouloir qu'une montre aille avant d'être montée, c'est énoncer une idée étrange. Elle ne fait pas honneur à leurs lumières, si elle fait honneur à leurs intentions.

» Nous faisons, il est vrai, quelques pas depuis quelques mois, & c'est au dogme de la responsabilité que nous en sommes sans doute redevables.

» La principale raison qui arrête les opérations des ministres, est fondée sur leur ignorance. Qu'il me soit permis de le dire; ils n'ont pu encore se figurer qu'en parlant de la responsabilité, nous n'avons pas voulu parler des succès, mais seulement de l'emploi, bon ou mauvais, des moyens qui leur sont confiés.

» Sans doute le pouvoir exécutif n'a pas aujourd'hui tous les moyens qu'il faudra lui donner; mais quand la constitution sera faite, le pouvoir exécutif sera fait.

» Je demande que tous les amendemens qui peuvent tendre à donner au pouvoir exécutif des moyens qui sont excentriques ou hors de la constitution, soient rejetés. »

M. de Mirabeau a été très-applaudi, & l'on a demandé avec instance d'aller aux voix sur les articles du projet qui a obtenu la priorité.

Voici le premier article du projet de M. Bouissier :

« A l'avenir, nul citoyen, sans distinction, ne pourra, dans aucun cas, s'autoriser des décrets de l'assemblée, s'ils ne sont sanctionnés par le roi, publiés par ordre des officiers municipaux, & lus aux prônes des messes des paroisses ».

M. Barnave a proposé une rédaction qui a obtenu la préférence, & qui a été décrétée en ces termes :

» Nul ne pourra, sous peine d'être puni comme perturbateur du repos public, se prévaloir d'aucuns actes prétendus émanés du roi ou de l'assemblée nationale, s'ils ne sont revêtus des formes prescrites par la constitution, & s'ils n'ont été publiés par les officiers chargés de cette fonction ».

On a lu le second article ainsi conçu :

» Que le pouvoir exécutif enverra incessamment l'adresse de l'Assemblée nationale aux Français, ainsi que tous les décrets, à mesure qu'ils seront sanctionnés à toutes les municipalités du royaume, avec ordre aux curés & vicaires desservans les paroisses de les lire au prône des paroisses ».

M. Target proposoit de faire proclamer, publier & afficher les décrets par les officiers municipaux. Il faut, disoit-il, que le défaut de proclamation des curés soit suppléé.

M. Fréreau a observé que l'affiche dans tout le royaume coûteroit des sommes énormes, & qu'il suffira de faire afficher au chef-lieu de canton. M. Bouchotte & M. Guilloin insistoient pour que l'amendement de M. Target fût admis.

Plusieurs autres amendemens ont été proposés & mis aux voix : celui qui a été réclamé avec le plus de chaleur consistoit à décréter l'envoi du discours du roi, avec l'adresse aux Français, dans les provinces, & l'Assemblée l'a adopté unanimement. Voici l'article tel qu'il a été délibéré.

A R T. I I.

Le discours du roi, l'adresse aux Français & les décrets, seront envoyés aux curés, avec injonctions d'en faire lecture au prône ; la proclamation publiée au prône, & affichée sans frais.

Le troisième article de M. Bouffion portoit : « que dans tous les cas de violence contre les propriétés ou les personnes, ou de résistance à la perception des impôts, les officiers municipaux emploieront tous les moyens que la confiance du peuple leur donne pour le ramener avant la proclamation de la loi martiale. »

M. Garat a attaqué cet article, en disant qu'on ne pouvoit pas user de voies de conciliation contre les attroupemens armés qui commettent des violences ; le caractère pacifique des officiers municipaux ne pouvant pas suffire, il a proposé d'y substituer le premier article du projet de M. de Mirabeau,

M. de Foucaut trouvoit, au contraire, que les voies de douceur & de modération étoient préférables, & qu'il suffisoit, en adoptant l'article du projet de M. Bonffion, de faire en sorte que les municipalités eussent auprès d'elles des forces armées pour les requérir au besoin.

Une rédaction nouvelle de l'article a été décrétée ainsi :

A R T. I I I.

« Les officiers municipaux employeront les moyens que la confiance dont ils jouissent mettent à leur disposition, pour la protection efficace des personnes & des propriétés, & pour prévenir les obstacles qui seroient mis à la perception des impôts ; & si la sûreté des personnes & des propriétés étoit mise en danger par des attroupemens séditieux, ils seront tenus de publier la loi martiale. »

Nous ne rapporterons pas dans ce moment les longs débats auxquels la rédaction a donné lieu, les voici tels qu'ils ont été décrétés :

A R T. I V.

« Toutes les municipalités se prêteront main-forte. En cas de refus, elles seront responsables des dommages. »

A R T. V.

« Lorsque, par un attroupement, il aura été commis quelques dommages, la commune en répondra si elle a été requise, & si elle a pu l'empêcher, sauf le recours contre les auteurs de l'attroupement ; & la responsabilité sera jugée par les tribunaux des lieux sur la réquisition du directoire du district. »

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal, No. 7 & 8, chez les principaux Libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 livres pour Paris, & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent ; sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.